

Les animaux dans le droit: objets vivants dotés de sensibilité

La situation du statut juridique des animaux s'est considérablement améliorée depuis une première loi apparue en 1851 en matière de protection animale. Les sanctions en cas de maltraitance et sévices se sont également durcies en 2021.

Les images insoutenables de sévices réalisés sur les animaux n'en finissent pas d'affluer sur les réseaux et de choquer le commun des mortels. Dénoncées par les associations de protection animale, souvent dévoilées par les tortionnaires eux-mêmes, ces vidéos entrent dans le marasme d'un système où faire du like et des vues rapporteraient la célébrité. En 2010 déjà, Luka Magnotta - dont la série Netflix *Don't f*** with cat* retrace l'histoire - se filmait en train de torturer des chatons, jusqu'au jour où il publia la vidéo de son crime, celui d'avoir tué son amant, un étudiant chinois, puis de s'être acharné sur son corps. Le "dépêcheur de Montréal" avait ensuite été traqué par les internautes au cours d'une redoutable chasse à l'homme qui avait pris fin à Berlin.

Souris mâchée, vidéo et mise en ligne

Plus proche de nous, cette vidéo diffusée le 8 septembre dernier, montrant un étudiant en prépa au lycée Thiers de Marseille, mâchant une souris vivante jusqu'à causer sa mort. Une plainte pour acte de cruauté envers un animal a d'ailleurs été déposée contre l'étudiant et les participants, par la Société protectrice des animaux maltraités et errants. Pour représenter cette dernière dans ce dossier, M^e Isabelle Gharbi-Terrin qui a fait de la défense des animaux son cheval de bataille. "L'avocat est le dernier rempart contre les oublis éternels. Je ressors les vieux dossiers classés, les cold case. Je mets la souffrance de l'animal sur la table des tribunaux. Je défends l'animal dans toute la souffrance. Je plaide avant tout du point de vue de l'animal, comme un être à part entière, ce qui est un peu novateur, commente-t-elle. De plus en plus de vidéos gores circulent sur les réseaux sociaux, comme cette affaire de souris. Ça tourne et cela peut influencer d'autres personnes. Cette affaire est effrayante car ce sont des jeunes en prépa, avec un certain niveau intellectuel. Le jeune est bien alcoolisé, met la souris dans sa bouche et la mâche à mort mais personne autour de lui ne vient l'arrêter. Les autres sont pliés en deux de



La Nuit du droit organisée mercredi au tribunal judiciaire a consacré la soirée autour du thème des animaux et du droit, illustré par un procès fictif. /PHOTOS B.M.

rire, dont la propriétaire de la souris. Il s'agissait d'une souris domestique. L'acte est vraiment barbare. Il faut punir l'auteur mais aussi celui qui filme et celui qui met en ligne."

De l'objet à l'être

Maltraitance, sévices, abandon... Si la cause animale a surgi sur la scène juridique depuis peu, des procès se montaient contre eux dans le passé, au Moyen Âge. C'est ainsi qu'un cheval qui avait donné un coup de sabot à son maître se retrouvait condamné à mort. Les années ont passé, les lois évoluées, avec un souffle du législateur en faveur d'une protection des animaux. Quand se distinguera-t-il de l'objet? À quel moment l'animal domestique se différencie de l'animal sauvage, d'élevage, de travail? L'animal, même domestique, a-t-il un statut juridique? La législation en faveur des animaux débute ainsi en 1851, avec la loi Grammont. Celle-ci punit les faits de maltraitance à l'égard des animaux domes-

“
Le législateur n'est pas allé jusqu'au bout de la démarche puisqu'il continue à soumettre les animaux au régime des biens.”

tiques, apprivoisés ou tenu en captivité, mais uniquement ceux commis en public. Il faudra attendre 1963 et le décret Michelet pour que la loi s'étende à la sphère privée. En 2015, une réforme du Code civil intègre un article, le 515-14, reconnaissant l'animal comme un être vivant et sensible. "Pour autant, le législateur n'est pas allé jusqu'au bout de la démarche puisqu'il continue à soumettre les animaux au régime des biens. Les règles sont adaptées au statut d'être vivant, il ne peut pas être maltraité, mais, en l'absence de règles spécifiques de protection, il est soumis au droit des biens. Il reste donc appropriable, peut être détruit, mangé et utilisé comme produit", commente Olivier Le Bot, professeur de droit public, directeur du diplôme de droit de l'animal à la faculté d'Aix. Dernière mesure en date, la loi du 30 novembre 2021, améliorant considérablement la situation des animaux de compagnie, uniquement. Elle a no-

tamment durci les sanctions encourues en cas de mauvais traitement animal, passant de deux ans de prison et 30 000€ d'amende, à entre 3 et 5 ans et jusqu'à 750 000€ d'amende en cas de mort de l'animal. Elle a également créé le régime de la famille d'accueil pour les animaux abandonnés. Une des innovations de cette loi prévoit aussi qu'à partir de 2027, les cétaqués ne pourront plus être détenus en captivité, comme les animaux de cirque, avec toutefois cette exception pénale en matière de "course de taureaux". Les furets quant à eux peuvent désormais être identifiés comme des animaux de compagnie.

Animaux sauvages et première mondiale

Restent les animaux sauvages qui eux, ne disposent pas encore de protection en matière pénale car considérés comme une composante désincarnée de l'environnement humain. Une sorte de stock qu'il faut gérer en plus ou en moins. S'il

Un procès fictif pour Paupiette

Accorder une personnalité juridique aux animaux ou les placer dans une catégorie située entre l'objet et l'humain. Une question centrale abordée lors de la récente Nuit du droit au sein du tribunal judiciaire d'Aix. Le thème de cette soirée, "Les animaux et le droit", fut choisi par le procureur Jean-Luc Blachon en personne, sensible à la cause. Pour illustrer cela, une audience fictive hilarante avec pour victime une chienne en chair et en os du nom de "Paupiette", trouvant son prénom ridicule et souhaitant le changer en Lucy. Car Paupiette se prend depuis son plus âge pour une humaine. Pour la défendre, M^e Lucinchi appuyant sur le fait que les humains ont besoin des chiens dans leur vie pour - par exemple - chercher des victimes ensevelies lors d'un tremblement de terre. Contre lui, M^e Isouard s'interroge sur le devenir des punaises de lit et le déconfinement des vers solitaires, plaide sur le fait que ce ne sont pas les animaux qui participent à l'élaboration des lois. Le procureur, incarné par le juge Jean-Noël Giacomoni, se demande quelle "tîque l'a piquée", déclarant que "les désirs individualistes touchent aussi les animaux". Il s'agissait donc de juger la recevabilité de cette requête, en interprétant de façon extensive les textes, afin de savoir si les dispositions des lois humaines sont applicables aux animaux.

prolifère, des prélèvements sont autorisés, si une espèce sauvage se raréfie, elle deviendra protégée et ne pourra plus être chassée. "C'est vraiment une logique de régulation. Lors de la réforme de 2015, un amendement avait été déposé pour étendre aux animaux sauvages toutes les dispositions du Code pénal qui interdisent la maltraitance des animaux de compagnie. Il n'a finalement pas été adopté du fait du lobby de la chasse", poursuit Olivier Le Bot. L'Équateur reste un pays précurseur en matière de loi concernant les animaux sauvages. Il a en effet reconnu en 2022 les droits de la nature dans sa constitution, soit le droit "d'exister, de s'épanouir et d'évoluer". Il est donc devenu possible d'introduire une action en justice au nom et pour le compte d'un animal sauvage, s'il a été illégalement retiré de son milieu par exemple. Une première mondiale.

Bettina MAITROT
bmaillot@laprovence.com

L'INTERVIEW DE CÉLIA PLAUT, éleveuse de chiens de berger (australiens et américains miniatures) à Entraunes, La Ferme du Poussinet (06)

Les chiens d'assistance judiciaire pour libérer la parole

Le garde des Sceaux a annoncé, en décembre 2022, la généralisation du dispositif de chien d'assistance judiciaire et son souhait que chaque département en dispose d'un. À titre d'expérimentation, Umay, cinq mois, sera attribuée au tribunal de Grasse l'an prochain, après un an et demi de formation.



Umay, 5 mois.

Qu'est ce qu'un chien d'assistance judiciaire?

"C'est un chien qui apporte un appui, un soutien, par sa présence. Un chien ne juge pas, quoi que vous fassiez et

quoi que vous ayez fait. Il est aussi bien utilisé pour des victimes que pour les mis en cause. Certains ont déjà réussi à admettre et accepter ce qu'ils avaient fait, grâce à ce type de chien, ce qui fait aussi avancer la

cause de la victime. Dans le cadre de l'accident de Milas, qui s'était produit en 2017 et où six enfants sont morts après la collision entre un car scolaire et un TER sur un passage à niveau, un chien d'assistance judiciaire a été sollicité pour des collégiens, dans le but qu'ils témoignent plus facilement.

Comment avez-vous choisi Umay?

Je l'ai choisie à l'âge de 15 jours car son comportement commençait déjà à se détacher des autres chiots de la même portée. On effectue plein de manipulations au préalable. Dès qu'ils ont trois jours on manipule les articulations, les oreilles, on les fait passer sur du chaud, du froid, on tire un peu sur la queue, on les met la tête en bas... Le

chiot qui s'abandonne complètement est en bonne voie. Le système nerveux des chiots, quand ils naissent, est imparfait et va continuer à se développer. S'il est beaucoup stimulé, on augmente son panel de possibilités. Le chiot pas très insistant, qui respecte assez vite les consignes, ses frères et sœurs, sa mère, prend plaisir à se poser 15 minutes sera sélectionné. Cela s'est confirmé pour Umay à l'âge de deux mois. Sur une portée de dix j'hésitais entre deux, Umay et un chiot noir. Mais beaucoup d'humains ont des appréhensions sur les chiens noirs. Ses frères et sœurs sont partis en famille d'accueil.

Comment éduque-t-on un chien d'as-

sistance judiciaire?

En la faisant papouiller par plein de types de populations différentes, dans des cadres différents. On la sort très souvent pour la socialiser le plus possible. On alterne avec des phases de contrôle et de retenue lorsqu'elle a son harnais en acceptation avec tout ce qu'une personne peut lui faire. Elle se retrouve dans une bulle avec la personne qui a besoin d'elle. C'est de la facilitation pour libérer la parole. Avant sa remise il faudra s'assurer que quoi que dégage la personne, ses attitudes, ses mouvements parasites, elle doit tout accepter, venir se poser, faire l'éponge avec la personne."

Contact : fermepoussinet@orange.fr